Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Des-mois-de-pression-sur-l-usine-Areva-Comurhex

22 mai 2014

Des mois de pression sur l'usine Areva-Comurhex de Malvési

Dans le sud-ouest de la France, les militant-e-s antinucléaires mènent, aux côtés du Réseau "Sortir du nucléaire", un combat sans relâche et maintiennent une pression constante sur l'usine Areva-Comurhex de Malvési : mobilisations, actions non-violentes de blocage, recours juridiques, démarches officielles, battage médiatique... pour faire la lumière et dénoncer les risques de cette installation méconnue. L'heure est venue de faire le point sur l'avancée de la lutte contre cette véritable porte d'entrée du nucléaire français.

Pourquoi s'attaquer à l'usine Areva de Malvési ?

Ce site traite la totalité de l'uranium utilisé en France et le quart de l'uranium utilisé dans le monde. Il est un passage obligé du nitrate d'uranyle (le fameux "yellowcake" issu des mines) qui arrive en France pour y subir sa première étape de transformation (NB : l'uranium est transformé cinq fois et transporté sept fois avant de pouvoir être utilisé dans les réacteurs). Sans cette usine, la France devrait passer par un autre pays pour transformer son uranium, ce qui aurait des conséquences directes sur le fonctionnement du parc nucléaire et son coût. Dans cette usine sont manipulées des substances chimiques et radioactives présentant des risques importants pour la santé et l'environnement. Les activités qui y sont menées entraînent des rejets liquides et gazeux ainsi que la production de boues nitratées chargées en uranium. Ces boues sont placées dans des bassins de décantation et d'évaporation à l'air libre, ce qui rend possible la dispersion d'éléments radioactifs et de produits dangereux.

C'est ce qui s'est passé en 2004 quand de fortes pluies dans la région de Narbonne ont causé la rupture de la digue d'un bassin de décantation, qui contenait de nombreux produits radioactifs et des traces de plutonium, contaminant les environs et les cours d'eau en aval. Et même si aujourd'hui certaines digues ont été reconstruites, le risque d'effondrement perdure et celles-ci ne suffisent de toute façon pas à éviter le rejet de radio-éléments dans la nature.

Outre les rejets, les procédés utilisés sur le site génèrent également de grandes quantités de déchets qui s'accumulent sur le site, sans que l'exploitant ne s'en soit préoccupé jusqu'à présent. L'activité de

l’usine engendre enfin de nombreux transports radioactifs et dangereux. Ce ne sont pas moins de trois à cinq camions qui quittent chaque jour Malvési pour rejoindre l’usine Areva-Comurhex de Pierrelatte, sur le site du Tricastin dans la Drôme. Ce sont également 120 convois par an qui acheminent le yellowcake des ports français jusqu’à Narbonne par train et par route. Ces transports se font dans l’opacité la plus totale, échappent au contrôle de l’Autorité de Sûreté Nucléaire et sont réalisés sans aucune protection.

Pourtant, ce site et ces transports avaient été délaissés des antinucléaires depuis de nombreuses années et avait échappé à bon nombres d’habitants du Narbonnais, à l’exception d’une poignée de militants locaux. Il était grand temps de s’y attaquer !

Des actions de harcèlement en série

Le 28 juin, le collectif Stop Uranium, soutenu par le Réseau "Sortir du nucléaire", bloquait l’usine de Malvési, afin de dénoncer le secret qui entoure le fonctionnement de cette installation et de demander sa fermeture. Cette action, organisée simultanément à une seconde action, a permis de stopper les transports entre les deux usines pendant une journée. Le 2 juillet, la Marche internationale pour la paix et contre le nucléaire manifestait devant la Comurhex-Malvési, afin de dénoncer les risques de cette installation. Elle rappelait notamment que l’usine fonctionne depuis des années dans l’illégalité, sans disposer du statut d’Installation Nucléaire de Base (INB).

Le 12 septembre, une quarantaine de militants du collectif Stop Uranium bloquait un camion chargé d’uranium, à la sortie de l’usine Comurhex Malvési. Suite à cette action, une militante a été placée en garde-à-vue pour entrave à la circulation et a comparu devant le tribunal de Narbonne le 7 janvier 2014.

Une plainte en justice pour faire condamner la Comurhex

En parallèle à ces actions de terrain, le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une plainte en justice. Rendue publique le 2 juillet 2013, à l’occasion du passage de la marche, celle-ci vise à faire condamner Areva pour exploitation de l’installation Comurhex- Malvési en violation de la législation relative aux installations nucléaires de base et du Code de l’environnement. L’enquête est toujours en cours ; notre association a été auditionnée le 13 mars 2013 et nous attendons les suites de cette plainte. Et même si la régularisation de la situation par Areva et la procédure de classement en INB sont en cours, il n’en reste pas moins que l’exploitant a commis un délit pendant plusieurs années.

Une mobilisation des antinucléaires qui fait mouche

Ces actions ont interpellé les élus locaux, qui se sont déplacés sur le site afin de s’entretenir avec l’exploitant. Le 5 juillet, la députée Marie-Hélène Fabre et le sénateur Roland Courteau se sont rendus sur le site de la Comurhex-Malvési, pour rencontrer son directeur, Jean-Marc Ligney. Le 10 juillet, Pierre de Bousquet, préfet de la région Languedoc-Roussillon, et Louis Le Franc, préfet de l’Aude, ont eux aussi visité l’usine.

Le service com’ d’Areva n’a évidemment pas manqué de répéter les éternels mensonges de l’industrie nucléaire : le site de la Comurhex assurerait l’indépendance énergétique de la France ! Faut-il rappeler que 100 % de l’uranium utilisé dans nos centrales provient de mines étrangères ? Et même si Jean-Marc Ligney, le directeur de l’établissement, a bien entendu minimisé les risques chimiques et radioactifs liés au fonctionnement de l’usine, ces actions en séries auront eu le mérite de les faire se déplacer pour vérifier si nous disions vrai.

Suite à ces rencontres, nous avons également sollicité la préfecture qui a fini par répondre à nos demandes suite à la seconde action du collectif Stop Uranium. Un entretien a été organisé le 13 novembre en présence de représentants de Stop Uranium, de Sortir du nucléaire 34, de Sortir du

nucléaire 11 et du Réseau "Sortir du nucléaire".

Les antinucléaires s’organisent pour poursuivre leur action

Après plusieurs mois de luttes, l’envie et le besoin d’élargir au niveau inter-régional la lutte contre Malvési sont apparus, d’où l’idée de proposer aux groupes, collectifs et militants des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées de se rencontrer pendant une journée pour faire le point sur la situation et réfléchir ensemble aux perspectives de luttes contre cette installation. Une rencontre inter-régionale a ainsi été organisée le 25 octobre dernier. Elle a rassemblé une cinquantaine de militant-e-s venus de nombreux horizons. Antinucléaires, désobéissants, faucheurs volontaires, opposants aux gaz de schistes ou simples habitants du coin se sont retrouvés pour s’informer sur les aspects techniques et juridiques de ce dossier et pour construire ensemble la suite de la lutte.

Cette réunion a également été l’occasion de préparer le procès de Terry, une de nos camarades qui a été placée en garde à vue et qui est convoquée au Tribunal de Grande Instance de Narbonne le mardi 7 janvier. Au programme : action et soirée de soutien le 4 janvier, conférence de presse et publication d’une lettre ouverte, dans laquelle 23 personnes ayant participé au blocage du 12 septembre demandent à être inculpées volontairement le jour de l’audience. Celle-ci est intitulée fort justement "Nous sommes tou-te-s des bloqueur-ses d’uranium !". À bon entendeur...

Laura Hameaux

Faire un don, c’est déjà une action !

C’est grâce à vos dons que nous pouvons nous investir pleinement dans la lutte contre le nucléaire. Pour poursuivre cette campagne et soutenir les militants qui s’exposent à des condamnations, le Réseau "Sortir du nucléaire" a besoin de vous ! Nous n’avons pas d’armada d’avocats à notre disposition, ni de lobby d’influence pour gagner ces batailles inégales, mais nous avons l’espoir et la motivation. C’est certain, les militants ne vont pas en rester là... Aidez-nous à poursuivre notre combat !

Pour faire un don, remplissez le coupon prévu à cet effet, ou rendez-vous sur www.sortirdunucleaire.org/don. Merci encore à tous nos donateurs, à tous les lecteurs, à tous nos sympathisants qui nous soutiennent déjà.